

# PANORAMA RÉGIONAL

OBSERVATOIRE  
RÉGIONAL DES  
CLAUSES SOCIALES



DONNÉES  
2022



# OBSERVATOIRE RÉGIONAL DES CLAUSES SOCIALES

## INTRODUCTION

Depuis le 1er juillet 2016, le GIP Maximilien a été désigné par l'État pour piloter au niveau régional la MACS - Mission d'Appui au développement des Clauses Sociales. Dans ce cadre, un Observatoire Francilien des Clauses Sociales a été mis en place afin de mesurer leur évolution et leurs effets pour les populations bénéficiaires sur le territoire francilien. Étant donné la diversité des types de clauses sociales pouvant être utilisées par les donneurs d'ordre et les nombreuses sources de données existantes, nous avons entamé les travaux par la source majoritairement utilisée et la plus complète, à savoir les données saisies par un grand nombre de facilitateurs en Île-de-France dans le logiciel Clause. Depuis 2022, la MACS anime également l'Observatoire des Grands Projets Franciliens, qui suit spécifiquement les heures générées par le Grand Paris Express et les Jeux Olympiques et Paralympiques de Paris 2024.

## MÉTHODOLOGIE

Les données présentées dans ce panorama sont les données agrégées au niveau régional pour l'année 2022. Elles proviennent du logiciel de suivi des clauses d'insertion Clause utilisé par plus de 90% des structures porteuses des postes de facilitateurs en Île-de-France.

À ce jour, le panorama n'inclut que partiellement les données des facilitateurs non équipés du logiciel de suivi Clause. Les données présentées ne sont par conséquent pas exhaustives (certaines structures ne donnant pas leur accord pour la remontée de leurs données dans l'entrepôt national d'Alliance Villes Emploi - AVE), mais reflètent les grandes tendances de la clause sociale en Île-de-France. Les données de 2022 sont mises en perspective avec celles des années précédentes, obtenues de la même manière mais sur un périmètre plus restreint de facilitateurs équipés du logiciel de suivi.

Mandatée par l'État, la MACS a engagé auprès du réseau francilien des facilitateurs une démarche de consolidation des données par un déploiement massif du logiciel Clause et par l'intégration de nouvelles sources de données. La démarche s'inscrivant dans la durée, les résultats ne seront perceptibles qu'au fil des prochaines années.

La MACS et les 8 coordinations départementales des facilitateurs mènent un travail sur l'harmonisation de la saisie dans le logiciel Clause. Des groupes de travail pilotés par AVE (Alliance Ville Emploi, association nationale) et l'URTIE (Union Régionale des Territoires pour l'Insertion et l'Emploi, réseau de collectivités franciliennes porteuses de PLIE, MDE ou clauses) ont été constitués au niveau des 8 coordinations départementales afin d'accompagner les facilitateurs dans la correction des données saisies dans Clause au titre de l'année 2022. Ce travail a permis de réduire sensiblement la part des données non renseignées dans le bilan 2022.

## LE MAILLAGE TERRITORIAL DES FACILITATEURS ET LES COORDINATIONS DÉPARTEMENTALES

Le facilitateur est un interlocuteur clé dans la prise en compte des considérations sociales dans la commande publique. Il a un rôle central auprès du donneur d'ordre, intervenant en amont du marché pour accompagner les maîtres d'ouvrage, pendant l'exécution du marché pour venir en appui du titulaire dans la mise en œuvre de son obligation en mobilisant les acteurs du territoire (prescripteurs de l'emploi, SIAE, etc.) et en aval pour évaluer l'impact de la clause sociale.

Le territoire francilien dispose d'une organisation spécifique pour coordonner le réseau des 116 facilitateurs<sup>1</sup> (sur 470 facilitateurs au niveau national) portés par 60 structures (PLIE, Maisons de l'Emploi, etc.). Ainsi, chaque département est piloté par une coordination qui assure l'animation des facilitateurs du territoire en lien avec le niveau régional. Des réunions régulières sont organisées entre la MACS (coordination régionale), les coordinations départementales de facilitateurs et l'URTIE afin d'harmoniser les pratiques entre les facilitateurs franciliens, notamment sur la saisie des données et sur des problématiques opérationnelles (marchés réservés, secteur du travail protégé et adapté, etc.). Dans ce cadre, la MACS s'appuie sur l'expertise de l'URTIE, pour mener ces travaux.

Dans le cadre du volet social du Plan national pour des Achats Durables (PNAD) 2022-2025, la Délégation Générale à l'Emploi et à la Formation Professionnelle (DGEFP) a rédigé en lien avec AVE, l'Agence Nationale de Rénovation Urbaine (ANRU) et la Direction des Achats de l'Etat (DAE) un appel à projet national « Augmentation du nombre de facilitateurs et de coordinateurs régionaux sur le territoire national - volet social » permettant ainsi la création d'un réseau de coordination régionale au niveau national, ainsi que le renforcement des réseaux de facilitateurs pour améliorer la couverture nationale de ceux-ci.

### Cette nouvelle organisation a pour objectif :

- Un meilleur accompagnement dans leurs considérations sociales d'un plus grand nombre de marchés publics et privés,
- L'identification des « zones blanches » (zones sans facilitateur), et la remédiation de celles-ci par un réseau de facilitateurs plus étoffé,
- La construction d'une dynamique partenariale entre facilitateurs, structures et réseaux inclusifs (ESS, IAE et handicap).

En Île-de-France, **19,3 ETP ont été validés par la DRIETS au titre de l'appel à projet PNAD 2022**. Ces derniers n'apparaissent pas encore dans la cartographie ci-dessous mais seront ajoutés lors de la prochaine édition du panorama.

### MAILLAGE TERRITORIAL DE LA CLAUSE SOCIALE EN ÎLE-DE-FRANCE

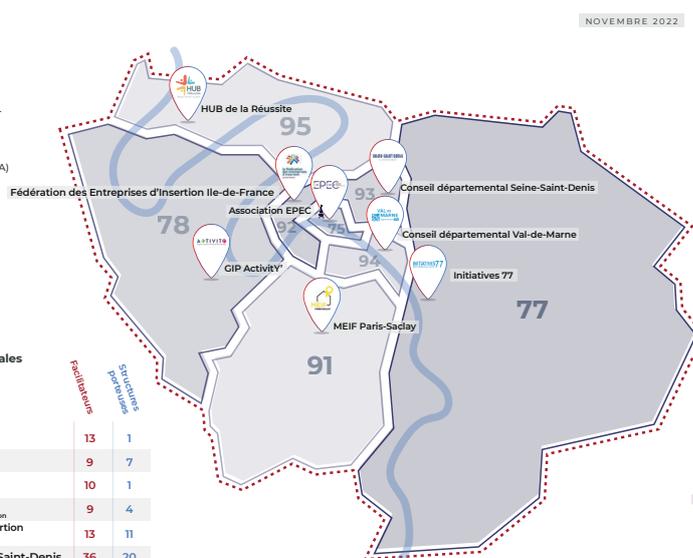
#### ANIMATION PAR LA MACS MISSION D'APPUI AU DÉVELOPPEMENT DES CLAUSES SOCIALES

En lien avec les partenaires de l'ESS (CRESS IDF) de l'IAE (GRAFIE) et du secteur du handicap (LUNEA)

MACS : Mission d'Appui au développement des clauses sociales

#### Les coordinations départementales :

	75	Association EPEC	13	1
	77	Initiatives 77	9	7
	78	GIP* ActivitY* * Groupement d'intérêt Public	10	1
	91	MEIF* Paris-Saclay * Maison de l'Emploi, de l'Insertion et de la formation	9	4
	92	Fédération des Entreprises d'Insertion Ile-de-France	13	11
	93	Conseil départemental Seine-Saint-Denis	36	20
	94	Conseil départemental Val-de-Marne	18	9
	95	HUB de la Réussite	8	7
<b>TOTAL RÉGIONAL</b>			<b>116</b>	<b>60</b>



<sup>1</sup> Avant l'appel à projet lancé dans le cadre du Plan National pour des Achats Durables (AAP PNAD).



## L'ACHAT SOCIALEMENT RESPONSABLE

### DE QUOI PARLE-T-ON ?

**Les achats socialement responsables sont une composante spécifique des achats responsables.** La structure, publique ou privée, qui se procure un bien ou un service cherche à maximiser son impact social en privilégiant le recours aux **acteurs de l'économie sociale et solidaire (ESS) et en favorisant le retour à l'emploi des personnes qui en sont éloignées.**

### L'achat public durable dans la commande publique :

La prise en compte des considérations sociales et environnementales dans les procédures de passation de marché a été introduite dans la **directive 2014/24/UE du 26 février 2014.**

Selon le Ministère de la Transition Ecologique, **l'achat public durable :**

- Intègre des dispositions en faveur de la protection ou de la mise en valeur de l'environnement, du progrès social, et favorise le développement économique,
- Prend en compte l'intérêt de l'ensemble des parties prenantes concernées par l'acte d'achat,
- Permet de réaliser des économies « intelligentes » au plus près du besoin et incite à la sobriété en termes d'énergie et de ressources,
- Intègre toutes les étapes du marché et de la vie du produit ou de la prestation.

### Les objectifs sociaux dans les marchés publics :

Selon le ministère de la Transition écologique, **un marché public comporte une disposition sociale** si :

- L'objet du marché comporte une dimension sociale, comme une prestation de services réservée à des structures employant des personnes porteuses de handicap,
- Ou bien la dimension sociale est prise en compte dans les spécifications techniques. Par exemple, le matériel doit être adapté à une utilisation par une personne porteuse de handicap ;
- Ou bien la dimension sociale est prise en compte dans les conditions d'exécution du contrat qui comportent au moins une clause sociale,
- Ou bien un ou plusieurs critères d'attribution à caractère social sont pris en compte, souvent assortis d'une clause contractuelle associée aux critères.

### Les leviers offerts par le Code de la Commande Publique (CCP) :

- **La clause - condition d'exécution** (L. 2112-2 à L. 2112-4 ; L.3114-2 du CCP),
- **Le critère d'attribution** (L. 2112-2 à L. 2112-4 et L. 2152-7 à L. 2152-8 du CCP),
- **Le marché réservé**
  - Handicap : entreprise adaptée, établissement et services d'aide par le travail, EATT, TIH (Art. L. 2113-12 du CCP)
  - Insertion par l'activité économique (Art. L. 2113-13 du CCP)
  - Handicap et insertion par l'activité économique (Art. L. 2113-14 du CCP)
  - ESS (Art. L. 2113-15 et L. 2113-16 du CCP)
  - Service pénitentiaire (Article L2113-13-1 du CCP) : opérateurs économiques qui font travailler des personnes en détention,
- **Le marché d'insertion et de qualification** (L. 2123-1, R. 2123-1 et annexe 3 du CCP)
  - L'objet du marché est l'insertion
  - La prestation est le support à l'insertion.

## Article 35 de la loi « Climat et résilience » du 22 août 2021 (considérations sociales) :

- **Obligation d'adopter un SPASER** (schéma de promotion des achats publics socialement et écologiquement responsables) pour les collectivités dont le montant des achats atteint 50 millions d'euros à compter du 1er janvier 2023

## PNAD 2022 - 2025 :

Une troisième édition du plan d'action national pour encourager les achats durables au sein de la commande publique a été lancée pour la période 2022 - 2025 qui affiche deux objectifs d'ici 2025 :

- **30% des contrats de la commande publique doivent avoir une considération sociale,**
- **100% des contrats de la commande publique doivent avoir une considération environnementale.**

Le Plan National pour des Achats Durables (PNAD) est une feuille de route qui vise à accompagner les acteurs vers une commande publique plus durable.

La **dimension sociale** dans le PNAD est entendue au sens large, comme :

- L'insertion des publics éloignés de l'emploi et de personnes en situation de handicap,
- La lutte contre les discriminations (notamment la promotion de l'égalité femmes-hommes),
- Le respect des exigences éthiques (respect des droits de l'homme...) ou équitables,
- La performance dans la protection ou la formation des salariés, etc.

## Publication de la nouvelle version du Guide sur les aspects sociaux de la commande publique :

Afin d'accompagner l'acheteur public à la prise en compte des considérations sociales dans ses achats, une nouvelle version du Guide sur les aspects sociaux et écologiques de la commande publique, a été publiée en septembre 2022 par l'Observatoire économique de la commande publique (OCEP).

Cette actualisation complète les deux premiers guides parus en 2007 et en 2018, notamment en intégrant deux nouvelles parties : une partie sur le commerce équitable et une partie sur la prise en compte de l'égalité femmes-hommes dans la commande publique.

## Le réseau francilien des achats responsables :

Le GIP Maximilien coordonne **le réseau des achats responsables** en Île-de-France en s'appuyant sur trois missions :

- La Mission d'Appui au développement des Clauses Sociales (MACS) depuis 2016,
- La Mission Achats Publics Circulaires et Environnementaux (MAPCE) depuis 2021,
- La Mission Plan National pour des Achats Durables (PNAD - Guichet Vert) depuis 2022

Dans le cadre du PNAD, le GIP Maximilien propose aux acheteurs publics franciliens le **Guichet Vert**, un nouveau service qui propose un premier niveau de conseil sur le volet environnemental de l'achat durable.

En parallèle et afin d'accompagner les acheteurs publics régionaux dans la mise en œuvre de leurs clauses sociales, la MACS, avec l'appui de la DRIEETS Île-de-France, a mis en place un **Guichet Régional des Clauses Sociales**. Ce service s'adresse aux donneurs d'ordre franciliens publics et privés engagés dans une politique volontariste d'achat socialement responsable et dont les marchés ont une dimension interdépartementale ou régionale.

Le Guichet Régional, en tant qu'ensemble des parties prenantes de la MACS, **accompagne le donneur d'ordre en phase de préparation des marchés** (analyse d'opportunité, sourcing, proposition de la disposition la mieux adaptée) afin qu'ils puissent prendre en compte les considérations sociales de manière plus ambitieuse dans ses achats conformément aux objectifs fixés par le PNAD.

# LES CHIFFRES CLÉS 2022 DU TERRITOIRE FRANCILIEN

(Source Insee Conjoncture Île-de-France n° 44)

En 2022, la reprise économique se poursuit en Île-de-France, dans un contexte inflationniste

## DYNAMISME DE L'ACTIVITÉ ÉCONOMIQUE FRANCILIENNE

La région Île-de-France reste la plus dynamique de France métropolitaine. L'activité francilienne devient de nouveau supérieure à celle mesurée avant la crise sanitaire, en juin 2022, le volume d'heures rémunérées dépassant de 4,3 % celui de juin 2019.

## MAINTIEN DU DYNAMISME DU MARCHÉ DU TRAVAIL

Le taux de chômage francilien diminue. En un an, le nombre de personnes inscrites à Pôle emploi et tenues de rechercher un emploi (catégories A, B et C<sup>2</sup>) recule ainsi de 4,2 % mais moins qu'en 2021 (- 6,1%).

## RALENTISSEMENT DE L'EMPLOI SALARIÉ

Les créations d'emplois augmentent de 1,9 % en 2022, à un rythme moindre qu'en 2021 (3,2%). Fin 2022, les établissements franciliens emploient désormais **6,3 millions de salariés**. L'emploi est toujours porté par le **secteur tertiaire marchand**, notamment les services aux entreprises, l'information et communication ainsi que l'hébergement et la restauration. En revanche, **l'emploi dans l'intérim est en baisse**. L'emploi **progressé le plus à Paris** alors qu'il continue de baisser dans les Yvelines.

## POURSUITE DE LA BAISSÉ DU TAUX DE CHÔMAGE EN ÎLE-DE-FRANCE

Le taux de chômage localisé **poursuit sa baisse, atteignant ainsi 6,9 %** en Île-de-France au 4<sup>ème</sup> trimestre 2022 (7,2 % au niveau national hors Mayotte). Il s'agit de son plus bas niveau depuis le quatrième trimestre 2008 (exception faite de la baisse factice du 2<sup>ème</sup> trimestre 2020 durant le 1<sup>er</sup> confinement).

Les taux de chômage franciliens par département demeurent hétérogènes au quatrième trimestre 2022. Les départements de **Paris et des Hauts-de-Seine conservent les taux de chômage les plus faibles** (respectivement 5,6 % et 5,8 %). À l'inverse, bien qu'enregistrant l'une des plus fortes baisses sur l'année, **la Seine-Saint-Denis détient le taux le plus élevé de la région** (10,1 %, soit -0,4 point sur un an).

### Focus femmes, seniors et jeunes

En 2022, l'évolution de la demande d'emploi est légèrement moins favorable pour les femmes et pour les seniors. En Île-de-France, en catégorie A, le recul du nombre de demandeurs d'emploi en un an est plus important pour les moins de 25 ans et ceux âgés de 25 à 49 ans (respectivement -9,3 % et -9,6 %) que pour les 50 ans ou plus (-7,5 %). Par ailleurs, la demande d'emploi a moins diminué chez les femmes (-8,5 %) que chez les hommes (-9,4 %).

<sup>2</sup> catégorie A : demandeurs d'emploi tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi, sans emploi | catégorie B : demandeurs d'emploi tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi, ayant exercé une activité réduite courte (de 78 heures ou moins au cours du mois) | catégorie C : demandeurs d'emploi tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi, ayant exercé une activité réduite longue (plus de 78 heures au cours du mois)

### Focus politique de l'emploi

**Les politiques d'insertion et de retour à l'emploi** accompagnent le dynamisme du marché du travail, notamment celles en direction des jeunes, comme en témoigne le nombre croissant d'entrées en apprentissage et en Garanties Jeunes (remplacées par le Contrat d'Engagement Jeune (CEJ) en mars 2022). Ces politiques volontaristes permettent aux jeunes d'accéder à une offre de formation plus adaptée et plus large, le plus souvent rémunérée ou rétribuée et offrent, dans le cadre de la Garantie Jeunes puis du CEJ, un accompagnement renforcé collectif et individuel, le but étant d'accéder à un emploi durable.

**À l'inverse, les dispositifs moins ciblés**, visant le retour à l'emploi d'un public plus large, connaissent une croissance plus limitée.

L'apprentissage poursuit sa hausse (près de 200 000 nouveaux contrats en 2022), soutenu par le plan « 1 jeune, 1 solution » depuis l'été 2020.

## SUIVI DES MARCHÉS ANRU ET PARIS 2024

Les données d'insertion de l'ANRU et de Paris 2024 seront intégrées à l'Observatoire des Grands Projets Franciliens (OGPF) à compter de 2023.

Une organisation spécifique a été mise en place en Île-de-France dès 2022 afin d'identifier et de suivre les considérations sociales intégrées dans ces marchés.

**L'Agence Nationale pour la Rénovation Urbaine (ANRU)** a été créée par la loi « Borloo » du 1er août 2003 (dite loi d'orientation et de programmation pour la ville et la rénovation urbaine) pour la mise en œuvre d'un plan de réhabilitation de nombreux quartiers dans lesquels se sont concentrés les difficultés sociales, économiques et urbaines.

En 2014, **un Nouveau Programme National de Renouvellement Urbain (NPNRU)**, toujours piloté par l'ANRU a été lancé. D'ici à 2030, 450 quartiers de la Politique de la Ville feront l'objet, d'une transformation globale.

**L'ANRU valide les projets urbains élaborés par le porteur de projet** (intercommunalité ou commune) et ses partenaires (bailleurs sociaux, collectivités, etc...) et contractualise avec ces acteurs afin de leur **apporter un soutien financier et opérationnel** du début à la fin du projet.

Dans le cadre du NPNRU, **une charte nationale d'insertion** a été adoptée en 2015 qui constitue l'une des contreparties aux apports financiers de l'ANRU et s'impose au porteur de projet et à l'ensemble des maîtres d'ouvrage bénéficiant de concours financiers de l'Agence.

Ces derniers doivent ainsi réserver à l'insertion et **prioritairement aux publics QPV** (loi n°2003-701 et n°2014-173) :

- **Au moins 5% des heures travaillées** dans le cadre des investissements (y compris sur la partie ingénierie),
- **Au moins 10 % des heures travaillées** dans les marchés liés à la gestion urbaine de proximité,
- **Des embauches liées à l'ingénierie, le fonctionnement ou l'accompagnement du projet urbain,**
- **Des objectifs qualitatifs** locaux chiffrés sur tous les types d'objectifs.

## LES CHIFFRES EN ÎLE-DE-FRANCE (INSTITUT PARIS RÉGION)

L'Île-de-France compte **272 QPV** (Quartiers de la Politique de la Ville) sur 1 500 au niveau national. Au sein de ces QPV franciliens, **102 projets** de renouvellement urbain ont été identifiés représentant sur les investissements en prévisionnel **12 MD€ de travaux HT, soit environ 10 millions d'heures d'insertion et 128 maîtres d'ouvrages**.

Une collaboration avec l'ANRU (Service du Développement Économique, Emploi et Insertion et Direction de la Stratégie et de l'Accompagnement des Acteurs) et la DRIHL (Direction Régionale et Interdépartementale de l'Hébergement et du Logement d'Île-de-France) a été mise en place au sein de la MACS afin d'identifier et d'actualiser le nombre des conventions signées sur le territoire francilien, de connaître l'objectif d'heures d'insertion à réaliser et permettre ainsi aux coordinations départementales un meilleur suivi de ces marchés par les facilitateurs.

**Paris 2024** - organisateur des Jeux Olympiques et Paralympiques (JOP) en 2024 s'est doté d'une stratégie d'achat responsable reposant sur :

- La signature d'une **charte sociale** avec 16 engagements – dont la prise en compte des publics rencontrant des difficultés d'accès à l'emploi,
- Une **politique volontariste** qui prend en compte l'économie circulaire, la neutralité carbone, l'innovation sociale, l'inclusion des personnes en situation de handicap et la création de valeur sur les territoires,
- Des familles d'achat avec **clause sociale** : les marchés de sécurité privée et restauration doivent obligatoirement contenir une clause sociale d'insertion ; les marchés de nettoyage, gestion des déchets et logistique et événementiel contiennent une clause sociale négociée de gré à gré.

### QUELQUES CHIFFRES JOP 2024

- **43** sites de compétition + **20** sites paralympiques,
- **43** sites d'entraînement olympique + **5** sites paralympiques,
- **32** disciplines olympiques et **22** disciplines paralympiques,
- **10 500** athlètes olympiques et **4 400** athlètes paralympiques,
- **13,5 millions** spectateurs,
- **150 000** emplois mobilisés,
- **17** familles d'achats,
- **8 000** entreprises référencées,
- **3,5 milliards** produits et services achetés,
- JO du **26 juillet au 11 août 2024** et JOP du **28 août au 8 septembre 2024**.

Une organisation spécifique a été mise en place afin de prendre en compte les objectifs de Paris 2024 en termes d'achat responsable.

Sur le **volet accès aux marchés et sous-traitance**, ESS 2024 et la Fabrique Économique et Solidaire des Jeux accompagnent les TPE - PME et les structures de l'ESS dans l'accès aux marchés de Paris 2024.

Sur le volet **emploi et insertion**, l'équipe « Performance sociale dans les marchés - Emplois & Territoires » de Paris 2024, aux côtés de l'État, coordonne **l'animation territoriale** en s'appuyant sur **un Groupe Opérationnel d'Appui (GOA)** constitué de la DRIEETS Île-de-France, la MACS, Pôle Emploi Île-de-France et 6 facilitateurs pivots (territoires des départements 75/77/78/92/93/95). Ce groupe se réunit de manière hebdomadaire afin de centraliser les informations, d'identifier des interlocuteurs uniques pour les entreprises et de suivre la réponse aux besoins en recrutement et aux engagements sur les clauses sociales.

## CHIFFRES CLÉS 2022

### Total régional – Consolidation nationale d'Alliance Villes Emploi (AVE) + autres sources de données



Ces données sont utilisées dans la partie relative à l'Observatoire des Grands Projets Franciliens.

### Total régional – Consolidation nationale d'Alliance Villes Emploi (AVE uniquement)



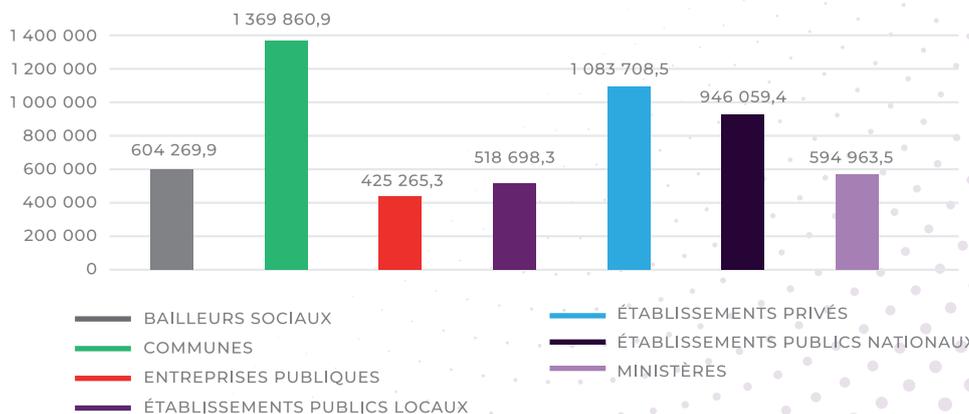
\*Equivalent Temps Plein sur une base annuelle de 1 607 heures

## LES DONNEURS D'ORDRE EN ÎLE-DE-FRANCE

En 2022, les heures d'insertion sont majoritairement réalisées sur les marchés des **communes et des établissements privés**, représentant ainsi 35,5% de l'ensemble des heures réalisées en 2022. Les heures d'insertion réalisées par **les établissements publics locaux et les ministères** sont en forte progression représentant respectivement 518 698 heures et 594 964 heures soit une augmentation de 22% et 20% par rapport à 2021. En revanche, les heures réalisées par **les entreprises publiques sont en baisse** de 22,6%, par rapport à 2021 représentant 425 265 heures, soit 6% des heures réalisées en 2022.

**Le volume d'heures d'insertion est en augmentation par rapport à 2021 de plus de 609 140 heures, soit une augmentation de 9,7%.**

HEURES RÉALISÉES PAR LES PRINCIPAUX DONNEURS D'ORDRE EN 2022 (SOURCE AVE)



## LES HEURES D'INSERTION PAR TYPE DE MARCHÉ

Les **marchés de travaux** restent le principal secteur générateur d'heures d'insertion puisqu'ils représentent **71,9% des marchés** avec une clause sociale, soit une augmentation de 4,7% par rapport à 2021. La part **des marchés de services** a baissé passant **de 30,5% à 27,4%** et celle **des marchés de fourniture** reste **stable** à 0,7%.

La part importante des marchés de travaux s'explique par **le contexte des grands projets franciliens**, notamment les travaux du Grand Paris Express et des Jeux Olympiques et Paralympiques de Paris 2024.

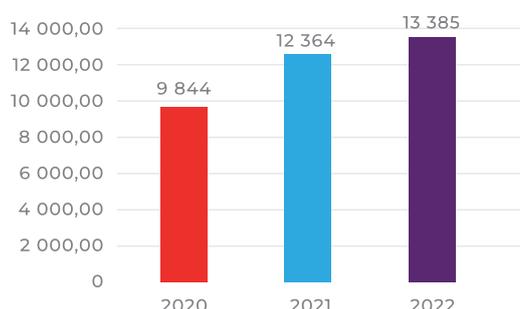
ÉVOLUTION DES HEURES D'INSERTION PAR CATÉGORIE DE MARCHÉ (SOURCE AVE)



## LES BÉNÉFICIAIRES

On recense **13 385 bénéficiaires** pour 6 915 250 millions d'heures exécutées en 2022, **soit 4 303 ETP** (Équivalent Temps Plein sur une base annuelle de 1 607 heures) correspondant à une augmentation de **8,2%** par rapport à 2021.

ÉVOLUTION DU NOMBRE DES BÉNÉFICIAIRES (SOURCE AVE)

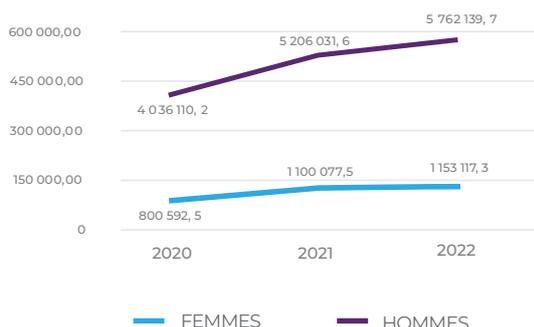


On constate une **progression constante du nombre en valeur absolue de femmes bénéficiaires** de la clause sociale (1 926 femmes en 2022 contre 1 867 femmes en 2021). En revanche, **la part du nombre de femmes** sur le nombre total de bénéficiaires est en baisse (14,4% en 2022 contre 15,1% en 2021).

De la même manière, **le nombre d'heures d'insertion exécutées par des femmes est en augmentation** (1 153 117 heures en 2022 contre 1 100 077 heures en 2021), soit une augmentation de 4,8%. En revanche, **la part des heures d'insertion exécutées par des femmes** sur le total des heures exécutées est en légère **baisse** (16,7% en 2022 contre 17,4% en 2021).

Femmes bénéficiaires en 2022	Évolution 2021/2022	Hommes bénéficiaires en 2022	Évolution 2021/2022
1 153 117 heures	↑	5 762 140 heures	↑
1 926 femmes	↑	11 459 hommes	↑
Soit 16,7 % des heures	↓	Soit 83,3 % des heures	↑
Soit 14,4% des bénéficiaires	↓	Soit 85,6 % des bénéficiaires	↑

### ÉVOLUTION DES HEURES FEMMES - HOMMES (SOURCE AVE)



### ÉVOLUTION DU NOMBRE DE FEMMES ET D'HOMMES (SOURCE AVE)



#### Focus Atelier Centre Hubertine Auclert

La promotion de l'égalité femmes-hommes dans la commande publique constitue un enjeu émergent au sein de l'achat socialement responsable. La partie 3 du Guide sur les aspects sociaux de la commande publique publié en septembre 2022 est entièrement consacrée à la promotion de l'égalité femmes-hommes.

Dans ce cadre, le Centre Hubertine Auclert, centre francilien de ressources pour l'égalité femmes-hommes, et le GIP Maximilien ont proposé en 2022 un cycle d'échanges de pratiques aux collectivités franciliennes afin de favoriser l'intégration de l'égalité femmes-hommes dans la commande publique.

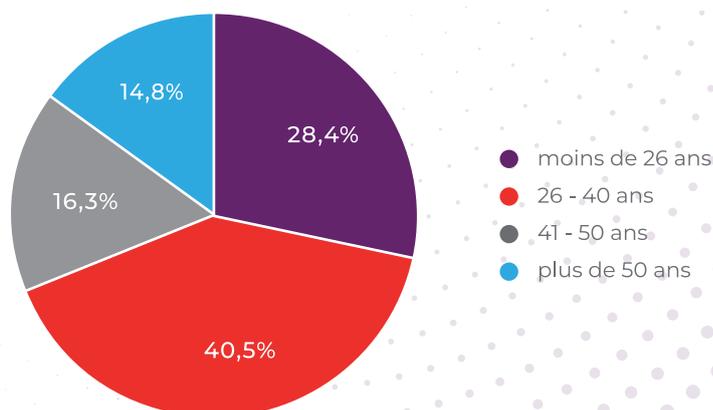
A l'issue de ces ateliers, **des fiches méthodologiques** à destination des acheteurs publics ont été établies afin de valoriser des démarches innovantes, susceptibles d'inspirer et d'accompagner la réflexion d'autres acheteurs qui souhaiteraient investir le sujet de la promotion de l'égalité femmes-hommes au titre des aspects sociaux de la commande publique.

## L'ÂGE DES BÉNÉFICIAIRES

En 2022, la répartition du nombre de bénéficiaires par tranche d'âge est toujours dominée par celle des 26-40 ans (40,5% en 2022 contre 41,1% en 2021), suivie de la tranche d'âge des moins de 26 ans (28,4% en 2022 contre 27,6% en 2021). Pour les deux autres catégories d'âge (41-50 ans et plus de 50 ans), nous observons un maintien par rapport à 2021.

**De manière générale, nous constatons une augmentation du nombre d'heures moyen par bénéficiaire sauf pour la tranche d'âge de plus de 50 ans.**

### RÉPARTITION DES BÉNÉFICIAIRES PAR ÂGE EN 2022 (SOURCE AVE)



### Focus chiffres Île-de-France

(Observatoire de l'emploi Île-de-France - Météo de l'emploi) \*

- En Île-de-France, la part des jeunes de moins de 26 ans s'élève à 12% des demandeurs d'emploi, celle des demandeurs d'emploi entre 50 et 59 ans à 19% et celle des plus de 60 ans à 10%.

\* demandeurs d'emploi en fin de mois (DEFM) inscrits en catégorie A fin du 3<sup>ème</sup> trimestre 2022

## LE NIVEAU DE QUALIFICATION DES BÉNÉFICIAIRES

Les principaux bénéficiaires restent les publics des **niveaux 2 et 3, soit 70,4 %** du nombre de participants. On constate une **augmentation sensible des publics de niveau 1** depuis 2020 (13,2% en 2022 contre 10,1% en 2021 et 3,8% en 2020). En termes de **durée de contrat**, les niveaux les plus qualifiés (niveau 5, 6, 7 et 8) continuent à bénéficier de contrats dont la durée est le double (entre 785 et 996 heures) de celle des niveaux les moins qualifiés (2 et 3) qui bénéficient de contrats inférieurs à 500 heures en moyenne, correspondant à **3 mois de travail à temps plein**.

### Focus chiffres Île-de-France

(Observatoire de l'emploi Île-de-France - Météo de l'emploi) \*

- En Île-de-France, 26% des demandeurs d'emploi ont un niveau de qualification supérieur à Bac +3, 13% ont un niveau Bac+2, 21% ont un niveau Bac, 21% ont un niveau CAP-BEP et 19% ont un niveau inférieur au niveau CAP-BEP/ sans formation.

\* demandeurs d'emploi en fin de mois (DEFM) inscrits en catégorie A fin du 3<sup>ème</sup> trimestre 2022

### RÉPARTITION DES BÉNÉFICIAIRES PAR NIVEAU DE QUALIFICATION

Niveau 1&2 : Maîtrise des savoirs de base

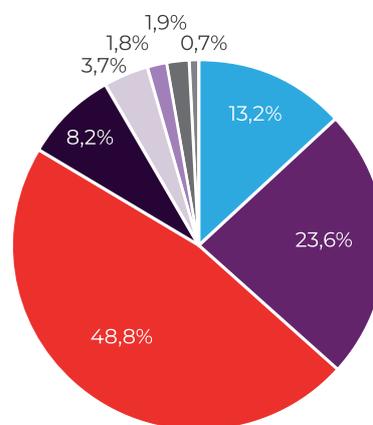
Niveau 3 : CAP / BEP

Niveau 4 : Baccalauréat

Niveau 5 : DEUG, BTS, DUT, DEUST

Niveau 6 : Licence, licence professionnelle, BUT (Bachelor universitaire de technologie), Maîtrise

Niveau 7 : Master, DEA DESS, diplôme d'ingénieur



## LES STATUTS DES BÉNÉFICIAIRES

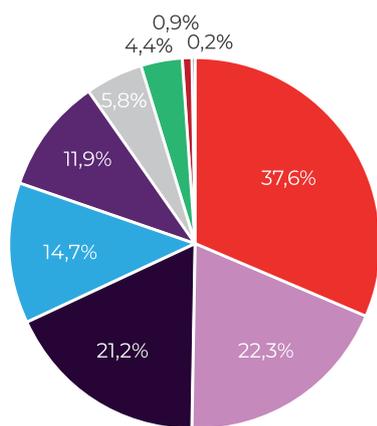
En 2022, les statuts les plus représentés et en hausse sensible restent les **demandeurs d'emploi longue durée** (37,6% en 2022 contre 23% en 2021), les **jeunes de moins de 26 ans** (22,3% en 2022 contre 12,1% en 2021) les **demandeurs d'emploi** (21,2% en 2022 contre 7,7% en 2021) et les **allocataires du RSA** (14,7% en 2022 contre 9,3% en 2021).

On constate une **hausse des publics reconnus travailleurs handicapés** (4,4% en 2022 contre 2,8% en 2021) et des **demandeurs d'emploi de plus de 50 ans** (5,8% en 2022 contre 2,8% en 2021)

La part du **public sous-main de justice** reste faible mais en augmentation (0,2% en 2022 contre 0,02% en 2021).

À la suite des réunions des groupes de travail sur l'harmonisation des données pilotés par AVE et l'URTIE, on constate une baisse sensible du statut « **non renseigné** » qui passe à 11,9% en 2022 contre 49,9% en 2021.

*Nb : les statuts des bénéficiaires sont cumulatifs (ex : un bénéficiaire peut avoir à la fois une RQTH (Reconnaissance de la qualité de travailleur handicapé) et être jeune de moins de 26 ans).*



RÉPARTITION DES BÉNÉFICIAIRES PAR STATUT EN 2022 (SOURCE AVE)

- DELD
- Jeune de moins de 26 ans
- Demandeur d'emploi
- Allocataire du RSA
- Non renseigné
- DE de plus de 50 ans
- Publics reconnu travailleur handicapé
- Allocataire minima sociaux (hors RSA)
- Public sous main de justice

### Focus chiffres Île-de-France

(Observatoire de l'emploi Île-de-France - Météo de l'emploi) \*

- En Île-de-France, les **demandeurs d'emploi longue durée** (de 1 an à 24 mois d'inscription à Pôle emploi) représentent **40% des demandeurs d'emploi**, les **demandeurs d'emploi très longue durée** (plus de 24 mois d'inscription à Pôle emploi) représentent **23% des demandeurs d'emploi**, les **bénéficiaires de l'obligation d'emploi** représentent **7% des demandeurs d'emploi**.

\* demandeurs d'emploi en fin de mois (DEFM) inscrits en catégorie A fin du 3<sup>ème</sup> trimestre 2022

## L'ORIGINE GÉOGRAPHIQUE DES BÉNÉFICIAIRES

Les bénéficiaires de la clause d'insertion sont principalement des personnes qui résident **en dehors des Quartiers Politiques de la Ville** (81,7 % en 2021 contre 81,1% en 2022). On constate néanmoins une augmentation constante de la part des publics QPV bénéficiaires de la clause depuis 2020 (16% en 2020, 18,2% en 2021 et 18,9% en 2022).

Le taux de représentation des habitants en QPV parmi les bénéficiaires de la clause (18,9%) est légèrement supérieur à la représentation des habitants en QPV parmi l'ensemble des franciliens (13%).

### Focus chiffres Île-de-France

(Observatoire de l'emploi Île-de-France - Météo de l'emploi) \*

- En Île-de-France, la part des **demandeurs d'emploi résidant en QPV** représente **20%** des demandeurs d'emploi inscrits en catégorie A.

\* demandeurs d'emploi en fin de mois (DEFM) inscrits en catégorie A fin du 3<sup>ème</sup> trimestre 2022

## LES PRESCRIPTEURS DES BÉNÉFICIAIRES DE LA CLAUSE SOCIALE

Les participants sont à plus de 62 % orientés par **trois prescripteurs** : Pôle emploi (27,5%), les SIAE (27,1%) et les missions locales (8,1%).

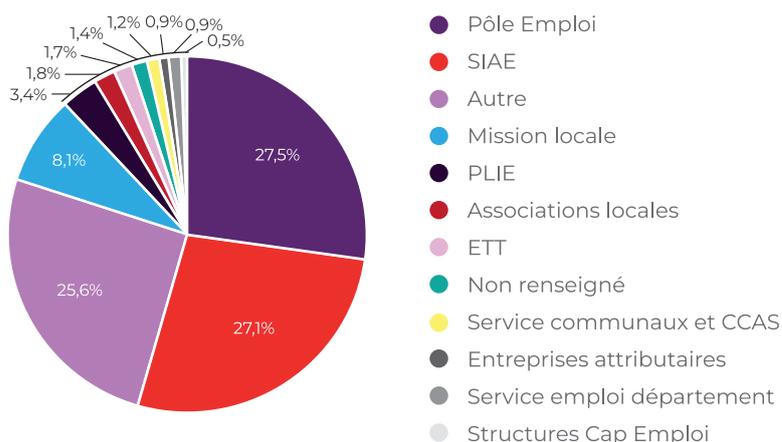
A la suite des réunions des groupes de travail sur l'harmonisation des données pilotés par AVE et l'URTIE, on constate une **baisse sensible du statut « Non renseigné »** qui passe à 1,4% en 2022 contre 37,6 % en 2021.

### Focus IAE (Insertion par l'Activité Économique) en Île-de-France

(Données DRIEETS IDF)

- L'Île-de-France compte **567 SIAE** en 2022. Les SIAE interviennent dans des secteurs d'activités très variés. Les secteurs historiques sont les espaces verts, le nettoyage et le second œuvre. Les secteurs **en forte croissance** sont la restauration, l'économie circulaire, le upcycling et le transport/logistique/conditionnement. Les secteurs **innovants** sont le multimédia/web/graphisme, la confection textile, les services salariés.

## RÉPARTITION DES BÉNÉFICIAIRES PAR PRESCRIPTEUR EN 2022 (SOURCE AVE)



## LES TYPES DE CLAUSES UTILISÉES

Sur les 6,9 millions d'heures d'insertion réalisées en 2022, **4,5 millions** sont mises en œuvre en condition d'exécution, soit **65,5%**.

La part des **marchés réservés** (SIAE, handicap, ESS) représente **2,8 %** de l'ensemble des heures d'insertion réalisées en 2022 et celle des **marchés d'insertion et de qualification 10,4%**.

La condition d'exécution est principalement réalisée selon deux modalités que sont **l'embauche directe** et la **mise à disposition** de personnel par les entreprises de travail temporaire d'insertion (ETTI).

En 2022, sur les 4,5 millions d'heures réalisées en condition d'exécution, 31,5 % ont été réalisées par des embauches directes en entreprises et 21% par de la mise à disposition par des ETTI.

Par ailleurs, sur les 6,9 millions d'heures d'insertion, la part des heures réalisées par les SIAE représente **38,5%** (dont 71% par des ETTI) et la part des heures réalisées par le secteur du handicap seulement **1,4%**.



### Focus secteur du handicap en Île-de-France

L'Île-de-France compte **280 structures (EA / ESAT)** dont **97 EA** dans **22 secteurs d'activités** employant **5 000 personnes**. (<https://www.unea.fr/> - <https://www.reseau-gesat.com/>)

**Le marché de l'inclusion** (<https://lemarche.inclusion.beta.gouv.fr/>) permet à l'acheteur d'effectuer un sourcing des structures de l'ESS pouvant répondre à son besoin et éviter ainsi l'infructuosité. La plateforme permet de rechercher des prestataires de l'inclusion à partir d'une recherche multicritère, d'effectuer un sourcing inversé en publiant son besoin et de recevoir une liste de prestataires inclusifs qualifiés sous 24 heures, de diffuser son marché permettant ainsi de communiquer auprès de 6 000 prestataires inscrits.

## LES MARCHÉS RÉSERVÉS

L'accès des SIAE, du secteur du handicap (EA, ESAT) et des structures de l'ESS aux marchés publics reste limité malgré l'offre de service proposée en Île-de-France par ces structures. À la demande de la DRIEETS Île-de-France, il a été décidé de communiquer dans l'Observatoire à compter de 2022 sur les données relatives aux marchés réservés.

Les données communiquées devraient permettre de connaître :

- Le nombre de marchés réservés parmi l'ensemble des marchés franciliens,
- La part du montant des marchés réservés par rapport au montant total des marchés.

Dans le cadre d'un groupe de travail entre la MACS et ses partenaires, plusieurs pistes ont été travaillées pour identifier les marchés réservés (via les réseaux partenaires, via les facilitateurs, via la plateforme Maximilien...).

Au titre de 2022, il a été décidé de communiquer sur les marchés réservés publiés à partir de l'outil Nukema de la plateforme Maximilien, qui recense les consultations publiées sur les différents profils acheteurs. Les données relatives à la notification des marchés seront communiquées dans un second temps et les panoramas des années suivantes seront en mesure de fournir des données plus exhaustives.

En 2022, on recense **88 marchés réservés** publiés en Île-de-France. Il s'agit majoritairement de marchés de services (80% des marchés publiés) dans **3 segments d'achats principaux** (nettoyage/blanchisserie, espaces verts, fournitures de bureau/services d'impression). Ces 3 segments représentent 56 % des marchés.

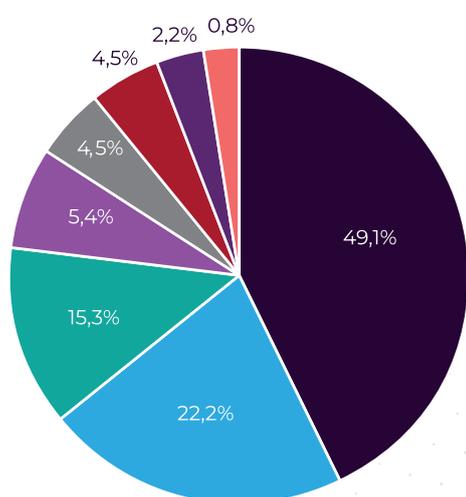
Sur les 88 marchés réservés recensés, 78% ont bénéficié au **secteur du handicap**. On constate que les marchés réservés sont majoritairement passés à une **échelle locale**. A ce titre, les communautés d'agglomération, communes, établissements publics territoriaux et départements représentent 53% des marchés réservés.

## LES SECTEURS D'ACTIVITÉS

Le graphique ci-dessous indique la répartition des heures d'insertion par secteur d'activité. On retrouve une forte concentration des heures dans le secteur du **bâtiment et des travaux publics** (en augmentation passant à 64,5% en 2022 contre 57,3% en 2021).

Les marchés de **collecte de déchets** (en baisse passant à 5,4% en 2022 contre 7,1% en 2021) et de **nettoyage** (en baisse passant à 4,5% en 2022 contre de 5,1% en 2021) représentent la **majorité des marchés de services**.

La part des heures d'insertion exécutées dans le secteur des **prestations intellectuelles** reste faible mais en **augmentation constante** (4,6% en 2022 contre 3,6% en 2021 et 1,8% en 2020), une tendance qui reste à poursuivre afin de répondre aux objectifs de diversification des publics de la clause, et notamment vis-à-vis du public féminin.

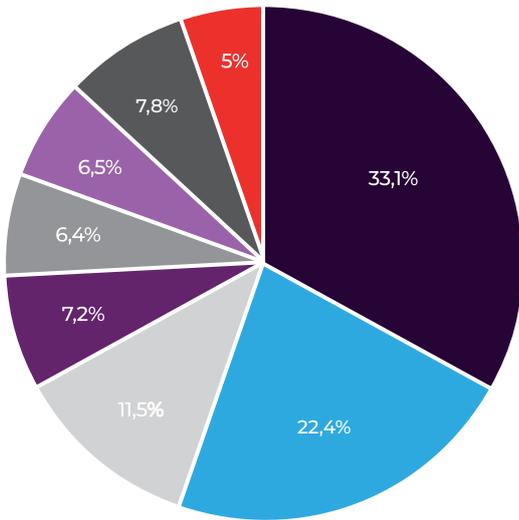


LES SECTEURS D'ACTIVITÉS EN 2022 (SOURCE AVE)

- Bâtiment
- Autre
- Travaux publics
- Déchets
- Nettoyage
- Prestation intellectuelle
- Espaces verts
- Secteur non renseigné

## LA RÉPARTITION DES HEURES PAR DÉPARTEMENT

Ce graphique permet d'analyser la répartition des heures d'insertion par département. Les données permettent d'observer que les volumes d'heures les plus conséquents se réalisent dans les départements de la **Seine-Saint-Denis**, de **Paris** et des **Hauts-de-Seine**. Ils cumulent **67% des heures d'insertion régionales**.

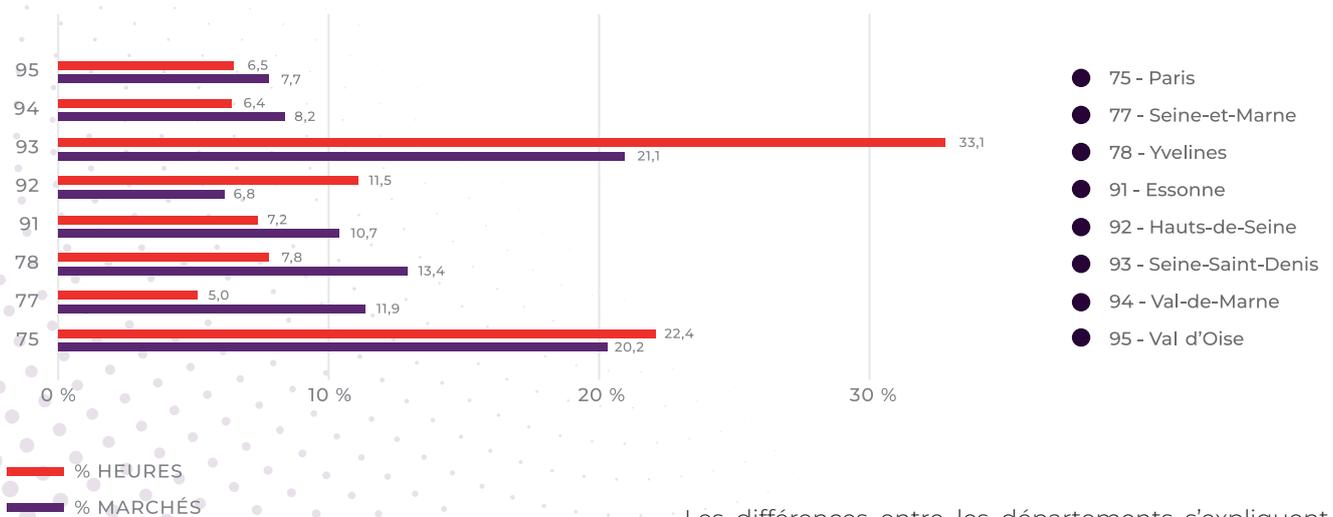


RÉPARTITION DES HEURES  
PAR DÉPARTEMENT EN 2022 (SOURCE AVE)

- 75 - Paris
- 77 - Seine-et-Marne
- 78 - Yvelines
- 91 - Essonne
- 92 - Hauts-de-Seine
- 93 - Seine-Saint-Denis
- 94 - Val-de-Marne
- 95 - Val d'Oise

Il est intéressant de mettre en perspective le nombre d'heures d'insertion avec le nombre de marchés passés par département.

PART DES HEURES ET PART DES MARCHÉS PAR  
DÉPARTEMENT EN 2022 (SOURCE AVE)



Les différences entre les départements s'expliquent par les spécificités des territoires concernés. Pour plus d'information sur les départements, voir le focus à partir de la page 20.

## FOCUS – OBSERVATOIRE DES GRANDS PROJETS FRANCILIENS

L'Observatoire des Grands Projets Franciliens rend compte des données des clauses sociales d'insertion des projets relatifs au **Grand Paris Express** et aux **Jeux Olympiques et Paralympiques de Paris 2024**. Les quatre donneurs d'ordre qui participent à l'opération sont **la Société du Grand Paris, la RATP, SNCF Réseau (pour les projets Eole et Charles-de-Gaulle Express) et la SOLIDEO**. Cet Observatoire est l'aboutissement d'un travail partenarial mené par l'État et ayant abouti à la signature d'une convention de partage des données le 9 mai 2022. Des réunions régulières sont par ailleurs organisées au sein du **Club des grands donneurs d'ordre** afin de travailler sur des sujets communs, comme les suites de parcours des salariés en insertion ou le financement des postes de facilitateurs.

Les données sociales de ces grands chantiers sont mises en perspective avec les données régionales des clauses sociales d'insertion. Cela permet de prendre connaissance de la part importante que constituent ces opérations au niveau régional et de mesurer leur impact sur les territoires.

Dans le cadre de la MACS et en lien avec les travaux conduits dans le Club des grands donneurs d'ordre, l'intégration de nouveaux grands donneurs d'ordres au sein de l'Observatoire des Grands Projets Franciliens est en cours. Les perspectives à venir concernent la mise en visibilité des clauses sociales des marchés liés à l'organisation des **JOP 2024** et aux opérations de renouvellement urbain dans le cadre du **NPNRU**.

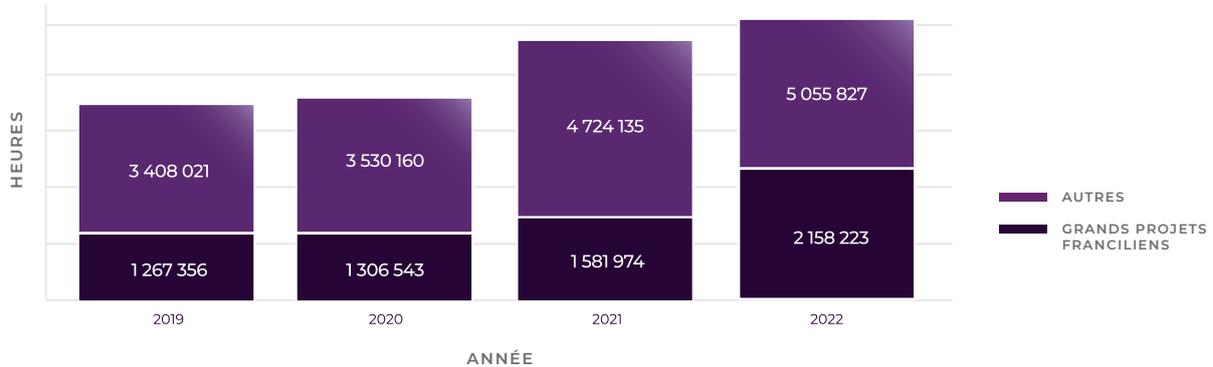
Toutes les données relatives aux grands projets franciliens n'apparaissant pas dans la consolidation régionale d'AVE, elles ont été ajoutées aux totaux régionaux présentés ci-dessous, ce qui explique que les chiffres régionaux soient supérieurs à ceux présentés ci-dessus.

### LES HEURES D'INSERTION GÉNÉRÉES PAR LES GRANDS PROJETS FRANCILIENS

L'année 2022 est marquée par une évolution sensible du nombre d'heures d'insertion réalisées sur les grands projets franciliens. Ainsi, **2,1 millions d'heures d'insertion** sont attribuables à ces projets en 2022, contre 1,5 million en 2021. La part des grands projets franciliens sur le total régional est particulièrement importante, puisqu'elle atteint les **30%** en 2022 (contre 25% en 2021).

L'année 2022 a été marquée par la montée en puissance des travaux de la SOLIDEO qui est passé de 32 ouvrages en chantier à 58 à la fin de l'année 2022, des travaux de gros œuvre au second œuvre et des ouvrages en béton aux ouvrages en bois. A titre d'exemple, la première poutre en bois du Centre Aquatique Olympique a été installée en avril 2022, permettant de lancer les travaux de construction de la charpente en bois la plus concave au monde.

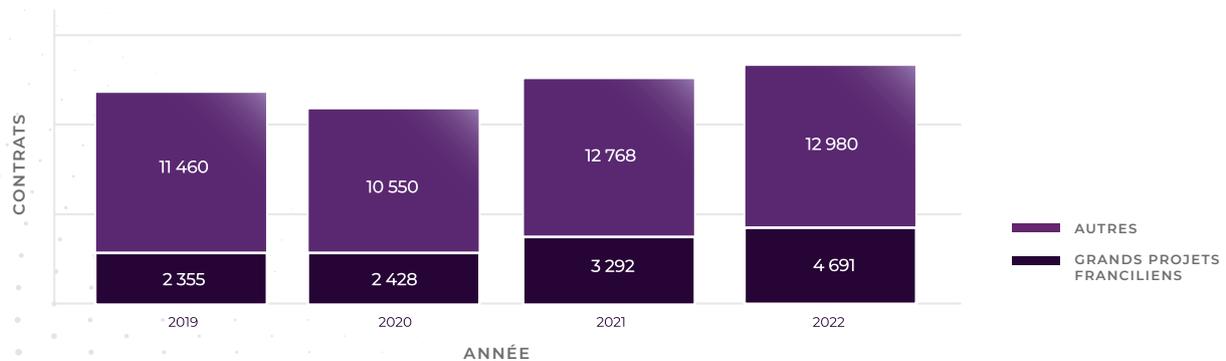
### ÉVOLUTION DU NOMBRE D'HEURES D'INSERTION 2019-2022



### LES CONTRATS GÉNÉRÉS PAR LES CLAUSES D'INSERTION DES GRANDS PROJETS FRANCIENS

Les contrats générés par les grands projets comptent également pour une part très importante puisqu'ils représentent **26,5%** du total régional (contre 20,5% en 2021). De la même manière que le nombre d'heures d'insertion, ils n'ont cessé de croître, passant de 3 292 en 2021 à **4 691 en 2022**.

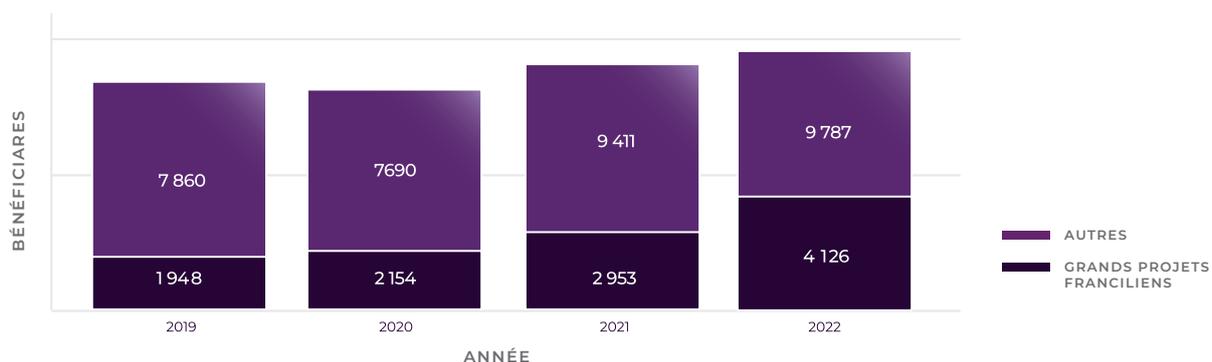
### ÉVOLUTION DU NOMBRE DE CONTRATS 2019-2022



### LES BÉNÉFICIAIRES DES CLAUSES D'INSERTION DES GRANDS PROJETS FRANCIENS

Porteurs d'objectifs d'insertion, les grands projets franciliens ont bénéficié à **4 126 personnes en 2022**, ce qui représente **29,7%** du nombre total de bénéficiaires au niveau régional. Comme illustré dans le graphique ci-dessous, le nombre de bénéficiaires est en constante augmentation, soit 1 948 personnes en 2019, 2 154 personnes en 2020, 2 953 personnes en 2021 et 4 126 personnes en 2022.

## ÉVOLUTION DU NOMBRE DE BÉNÉFICIAIRES 2019-2022



Les donneurs d'ordres des Grands Projets Franciliens apportent une attention particulière à la prise en compte des publics prioritaires. Parmi ces publics, un effort important est constaté **en direction des femmes, des publics issus des QPV et des jeunes de moins de 26 ans.**

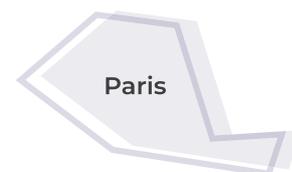


Les 4 donneurs d'ordre des Grands Projets Franciliens portent une attention particulière aux types de contrats.

**31,5%** des contrats sont en intérim d'insertion  
**27,1%** des contrats sont en embauche directe (CDD/CDI)  
**24,8%** des CDD ont une durée de plus de 6 mois

# FOCUS – DÉPARTEMENTS FRANCILIENS

## 75 - PARIS



### LE DÉPARTEMENT

La capitale compte **2,1 millions d'habitants**, population majoritairement féminine à 53% et âgée de 20 à 39 ans pour 33%. Le taux de chômage est de 6% au 4ème trimestre 2021 et le taux de pauvreté de 15% (contre 15,6% au niveau régional).

On recense **155 000 entreprises** à Paris, essentiellement dans les secteurs de services et du commerce. 85% comptent moins de 10 salariés. Le **tertiaire marchand représente 72% de l'emploi total** sur le territoire parisien.

Paris compte de nombreuses **opérations structurantes**, que ce soit en lien avec le Grand Paris Express (prolongement du tramway T3 ouest, prolongement de la ligne 14, prolongement d'Eole), avec la construction et la réhabilitation d'ouvrages olympiques dans le cadre des Jeux Olympiques et Paralympiques de Paris 2024 (Arena Porte de la Chapelle, Grand-Palais, Coubertin, Roland-Garros, voies olympiques, stades d'entraînement, etc.), avec le NPNRU (4 territoires situés dans les 18ème, 19ème et 20ème arrondissements de Paris) ou autre (grands projets urbains « Réinventer Paris », restauration de monuments historiques emblématiques ...)

### LES CHIFFRES CLÉS 2022 - OBSERVATOIRE RÉGIONAL DES CLAUSES SOCIALES

**1 547 080**

Heures  
d'insertion

**2 328**

Participants

**2 651**

Contrats

**1 810**

Marchés

**33,7%** des heures s'exécutent sur des marchés de travaux

**22%** de femmes (513) qui exécutent 25,1% des heures (388 140)

**16,5%** de publics QPV (383) qui exécutent 14,4% des heures (222 260)

**26,3%** de jeunes de moins de 26 ans (613) qui exécutent 25,1% des heures (387 830)

### LES FACILITATEURS DU TERRITOIRE

La coordination du département de Paris est portée par l'association Ensemble Paris Emploi Compétences - EPEC.

Le territoire compte actuellement 13 facilitateurs portés par une structure unique, l'EPEC.

Dans le cadre de l'appel à projet PNAD lancé par la DRIEETS Île-de-France en 2022, 7 nouveaux ETP ont été conventionnés sur le département. Ces postes sont en cours de recrutement et ne sont pas nécessairement comptabilisés dans le décompte départemental et régional.

## 77 - SEINE-ET-MARNE



### LE DÉPARTEMENT

Le Département de Seine-et-Marne est le département dont la superficie représente à elle seule 50 % de celle de la région Île-de-France. Il s'agit du département français comptant le plus de départements limitrophes (10 départements et 4 autres régions). Le département compte environ 30 000 entreprises. 1,4 million d'habitants sont recensés en janvier 2021 soit une densité de 239 habitants au km<sup>2</sup>.

La population a triplé en un demi-siècle en raison du développement de l'agglomération parisienne et de l'implantation des villes nouvelles de Marne-la-Vallée et Sénart sur la frange ouest du département. Leurs périmètres regroupent plusieurs communes à cheval sur plusieurs départements. L'émergence de pôles tertiaires, un parc hôtelier conséquent, le site Disneyland Paris sont les principaux vecteurs d'emplois du département. C'est le second département le plus touristique de l'Île-de-France après Paris. Le sud et l'est du département restent encore relativement ruraux. La Seine-et-Marne se singularise en Île-de-France par le poids du secteur de l'agriculture. Le taux de chômage en Seine-et-Marne est de 7,4% avec seulement 0,2 point d'écart du taux régional.

Le département est impacté par le Grand Paris Express sur le secteur de Marne-La-Vallée, les JOP 2024 sur la base de Vaires-sur-Marne, et par 7 programmes de renouvellement Urbain (NPNRU).

### LES CHIFFRES CLÉS 2022 - OBSERVATOIRE RÉGIONAL DES CLAUSES SOCIALES



**90,4%** des heures s'exécutent sur des marchés de travaux

**10,6%** de femmes (107) qui exécutent 14,8% des heures (51 400)

**19,5%** de publics QPV (197) qui exécutent 17,9% des heures (62 040)

**27,4%** de jeunes de moins de 26 ans (276) qui exécutent 26,3% des heures (91 460)

### LES FACILITATEURS DU TERRITOIRE

La coordination du département de Seine-et-Marne est portée par Initiatives 77, un organisme associé du Conseil départemental.

Le territoire compte actuellement 9 facilitateurs portés par 7 structures.

Dans le cadre de l'appel à projet PNAD lancé par la DRIEETS Île-de-France en 2022, 0,5 nouvel ETP a été conventionné sur le département. Ces postes sont en cours de recrutement et ne sont pas nécessairement comptabilisés dans le décompte départemental et régional.

## 78 - YVELINES

Versailles .



## LE DÉPARTEMENT

En 2021, le département des Yvelines est densément peuplé avec 1,4 millions d'habitants. La densité atteint 630 habitants au km<sup>2</sup> (7ème rang national) qui recouvre des situations contrastées entre les territoires de la frange est, en continuité bâtie avec le centre de l'agglomération parisienne, et les territoires ruraux à l'ouest et au sud.

Le cadre de vie yvelinois mêle ainsi villes et campagnes. Le pôle économique régional de Saint-Quentin-en-Yvelines et Versailles Grand Parc sont inclus dans l'Opération d'Intérêt National Paris-Saclay, vaste territoire industriel en mutation de la vallée de la Seine.

Territoire économique majeur avec plus de 405 000 emplois salariés privés et 35 000 établissements employeurs en 2021, et malgré un taux de chômage parmi les plus bas de France (6,7 % en 2021), le dynamisme économique des Yvelines est cependant fragilisé par le mouvement de désindustrialisation de l'économie nationale, par les crises financière et sanitaire, ainsi que par le processus de métropolisation qui concentre les emplois, tout particulièrement de services, au cœur de la métropole parisienne.

Les Yvelines sont traversées par les travaux du Grand Paris : Eole, le tramway 13, le tramway 18. Trois programmes NPNRU démarrent en 2022 concernant principalement les QPV de communes telles Trappes, Sartrouville, Mantes-la-Jolie, Les Mureaux, Chanteloup-les-Vignes dont les populations sont particulièrement défavorisées.

## LES CHIFFRES CLÉS 2022 - OBSERVATOIRE RÉGIONAL DES CLAUSES SOCIALES



**80,5%** des heures s'exécutent sur des marchés de travaux

**14,8%** de femmes (162) qui exécutent 15,5% des heures (83 190)

**17,5%** de publics QPV (192) qui exécutent 18,2% des heures (97 610)

**28,1%** de jeunes de moins de 26 ans (308) qui exécutent 26,2% des heures (140 610)

## LES FACILITATEURS DU TERRITOIRE

La coordination du département des Yvelines est portée par le GIP Activity'

Le territoire compte actuellement 10 facilitateurs portés par une structure unique, le GIP Activity'.

<sup>3</sup> Les heures d'insertion du Conseil département des Hauts-de-Seine sont suivies par le GIP Activity'. Au total, 145 220 heures d'insertion ont été recensées en 2022.

## 91 - ESSONNE



## LE DÉPARTEMENT

L'Essonne est un département du sud de l'Île-de-France qui compte 1,3 million d'habitants sur un territoire de 1 800 km<sup>2</sup>. Le revenu salarial annuel moyen est inférieur de 11% à la moyenne francilienne et le taux de pauvreté avoisine les 13% (contre 15,6% en Île-de-France).

L'activité économique y est forte avec plus de 63 600 établissements, principalement concentrés dans les services. Le département compte pour 15% des dépenses en recherche et développement de la région Île-de-France, avec des pôles importants comme le cluster Paris-Saclay.

## LES CHIFFRES CLÉS 2022 - OBSERVATOIRE RÉGIONAL DES CLAUSES SOCIALES

**500 470**Heures  
d'insertion**1 016**

Participants

**1 302**

Contrats

**964**

Marchés

**84,7%** des heures s'exécutent sur des marchés de travaux

**14,9%** de femmes (151) qui exécutent 16,5% des heures (82 700)

**10,9%** de publics QPV (111) qui exécutent 10,5% des heures (52 710)

**17,8%** de jeunes de moins de 26 ans (181) qui exécutent 14,6% des heures (73 180)

## LES FACILITATEURS DU TERRITOIRE

La coordination du département de l'Essonne est portée par Inclusiv'Essonne, constitué du réseau des 4 PLIE Essonniers.

Le territoire compte actuellement 9 facilitateurs portés par 4 structures.

Dans le cadre de l'appel à projet PNAD lancé par la DRIEETS Île-de-France en 2022, 3 nouveaux ETP ont été conventionnés sur le département. Ces postes sont en cours de recrutement et ne sont pas nécessairement comptabilisés dans le décompte départemental et régional.

## 92 - HAUTS-DE-SEINE

Nanterre



## LE DÉPARTEMENT

Les activités économiques hauts-séquanaises, principalement industrielles, agro-alimentaires, tertiaires et les services matériels aux entreprises génèrent 977347 emplois (2020), dont 91% salariés et 63 220 dans le commerce.

La population active de 1,06 million de personnes (2018), connaît un taux de pauvreté de 11,9% (2020) et de chômage de 6,6% (2022). En évolution de 16% depuis la crise de 2008, le chômage a diminué de 5,9% de 2021 à 2022. Les 3 enjeux départementaux sont l'insertion de demandeurs d'emploi de longue durée, les disparités d'insertion par âge et par niveau de qualification et la capacité à pourvoir aux 85 000 intentions de recrutement de 314 942 entreprises. Les métiers en tension sont l'informatique, l'aide à la personne, la restauration et le BTP.

Les demandeurs d'emploi expriment des projets en assistance auprès d'enfants, vente, secrétariat, nettoyage de locaux, marketing, accueil, informatique et communication. En 2022, l'apprentissage fut très soutenu, les enjeux des jeux olympiques anticipés, et les 796 000 heures d'insertion enregistrées en hausse de 17%. Les femmes ont réalisé 99 933 d'heures d'insertion pour 87 788 en 2021, mais leur part passe de 15,04% à 11,04% des participants. Les bailleurs sociaux, 2ème type de donneurs d'ordres après les communes, ont généré 28,8% d'heures d'insertion supplémentaires. Le programme mixte « ANRU & promoteurs privés volontaires » des Groupes à Nanterre, est un des exemples territoriaux marquants pour 2023 et après !

## LES CHIFFRES CLÉS 2022 - OBSERVATOIRE RÉGIONAL DES CLAUSES SOCIALES

**796 000**  
Heures  
d'insertion

**1 503**  
Participants

**2 028**  
Contrats

**606**  
Marchés

**62,9%** des heures s'exécutent sur des marchés de travaux

**11%** de femmes (166) qui exécutent 12,6% des heures (99 930)

**11,6%** de publics QPV (174) qui exécutent 13,2% des heures (104 680)

**24,2%** de jeunes de moins de 26 ans (364) qui exécutent 25,5% des heures (203 230)

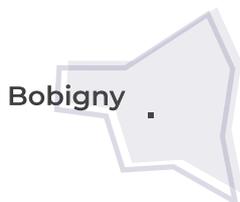
## LES FACILITATEURS DU TERRITOIRE

La coordination du département des Hauts-de-Seine est portée par la Fédération des Entreprises d'Insertion Île-de-France.

Le territoire compte actuellement 13 facilitateurs portés par 11 structures.

Dans le cadre de l'appel à projet PNAD lancé par la DRIEETS Île-de-France en 2022, 0,8 nouvel ETP a été conventionné sur le département. Ce poste n'est pas nécessairement comptabilisé dans le décompte départemental et régional.

## 93 - SEINE-SAINT-DENIS


 Bobigny

### LE DÉPARTEMENT

Le département est caractérisé par une densité urbaine importante avec ses 1,6 million d'habitants. La Seine-Saint-Denis est l'un des territoires qui va le plus évoluer dans les années à venir, à la faveur des grands projets d'aménagement qui impacteront massivement le département (Grand Paris Express, Jeux Olympiques et Paralympiques de Paris 2024, renouvellement urbain...). La prise en compte accrue d'impératifs de développement durable dans les politiques d'achat et la fragilité du contexte social mettent en avant l'importance des clauses sociales, dont un nombre croissant de donneurs d'ordres se saisissent, en témoignent les chiffres en constante augmentation ces dernières années. Du fait de l'importance des grands projets d'aménagement, le secteur le plus représenté dans les clauses sociales reste le BTP, bien qu'une dynamique de diversification soit enclenchée.

Le Conseil départemental anime la coordination départementale des clauses sociales dans le cadre de la MACS, et depuis de nombreuses années développe une politique de soutien à la mise en œuvre des clauses sociales sur le territoire, notamment par le cofinancement des postes de facilitateurs. Par ailleurs, la nouvelle donne des politiques d'insertion et d'emploi lancée fin 2021 à l'occasion de l'accord trouvé avec l'État sur la renationalisation du financement du RSA vise à repenser et à intensifier l'accompagnement des allocataires du RSA, à équiper davantage celles et ceux qui en ont le plus besoin pour entrer durablement sur le marché du travail, à utiliser tout le potentiel de la commande responsable et durable et à créer une gouvernance nouvelle autour des questions d'emploi et d'insertion.

### LES CHIFFRES CLÉS 2022 - OBSERVATOIRE RÉGIONAL DES CLAUSES SOCIALES

**2 291 820**

 Heures  
d'insertion

**4 341**

Participants

**5 504**

Contrats

**1 895**

Marchés

**85%** des heures s'exécutent sur des marchés de travaux

**13,8%** de femmes (599) qui exécutent 14,8% des heures (339 170)

**23,2%** de publics QPV (1 006) qui exécutent 22,6% des heures (516 260)

**32,9%** de jeunes de moins de 26 ans (1 428) qui exécutent 33,2% des heures (761 420)

### LES FACILITATEURS DU TERRITOIRE

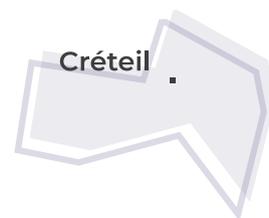
La coordination du département de Seine-Saint-Denis est portée par le Conseil départemental de Seine-Saint-Denis.

Le territoire compte actuellement 36 facilitateurs portés par 17 structures.

Dans le cadre de l'appel à projet PNAD lancé par la DRIEETS Île-de-France en 2022, 4 nouveaux ETP ont été conventionnés sur le département. Ces postes sont en cours de recrutement et ne sont pas nécessairement comptabilisés dans le décompte départemental et régional.

## 94 VAL-DE-MARNE

Créteil



## LE DÉPARTEMENT

Le Département du Val-de-Marne compte 47 communes avec 42 quartiers prioritaires de la ville répartis dans 3 établissements publics territoriaux : l'EPT 10 Paris-Est-Marne et Bois, l'EPT 11 Grand Paris Sud Est Avenir et l'EPT 12 Grand-Orly Seine Bièvre. Le département présente une densité importante avec ses 1,4 million d'habitants. En 2021, il enregistre un taux de chômage de 7,9 % et environ 47 000 allocataires du RSA.

Dans le cadre des travaux du Grand Paris Express, l'arrivée d'une nouvelle ligne de transport - en l'occurrence la ligne 15 et le prolongement de la ligne 14 bénéficient fortement au Val-de-Marne. Des conventions ont été établies entre la Société du Grand Paris, la RATP, les 3 EPT et le Conseil départemental du Val-de-Marne avec pour objectif la mise en œuvre des clauses sociales. Par ailleurs de nombreux projets verront le jour en 2023-2024 dans le cadre des programmes du NPNRU.

## LES CHIFFRES CLÉS 2022 - OBSERVATOIRE RÉGIONAL DES CLAUSES SOCIALES

443 110

Heures  
d'insertion<sup>1</sup>

967

Participants

1 311

Contrats

740

Marchés

**94,4%** des heures s'exécutent sur des marchés de travaux

**10,5%** de femmes (102) qui exécutent 11,5% des heures (50 880)

**9,2%** de publics QPV (89) qui exécutent 7,4% des heures (124 790)

**29,9%** de jeunes de moins de 26 ans (289) qui exécutent 28,2% des heures (124 790)

## LES FACILITATEURS DU TERRITOIRE

La coordination du département du Val-de-Marne est portée par le Conseil départemental du Val-de-Marne.

Le territoire compte actuellement 18 facilitateurs portés par 9 structures.

<sup>4</sup> Les heures du Conseil Départemental du Val-de-Marne ne sont pas intégrées à la comptabilisation nationale et représentent 49 721 heures en 2022, à ajouter au total départemental.

## 95 - VAL D'OISE



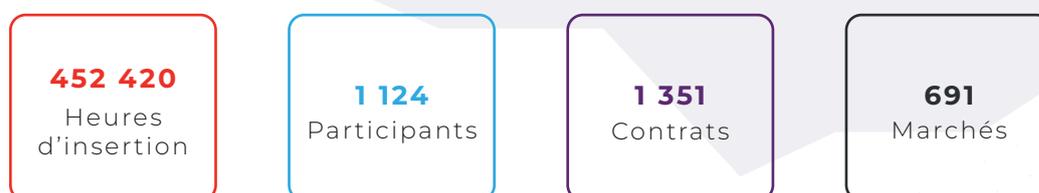
## LE DÉPARTEMENT

Le département est constitué de 185 communes, s'étend sur une superficie de 1 250 km<sup>2</sup> et est l'un des départements le plus peuplés de France (15ème rang). Le Val d'Oise compte 1,2 million d'habitants, soit une densité de 1 000 habitants au km<sup>2</sup>. Le taux de chômage du département est de 9,7% (chiffres de 2019).

Son territoire regroupe deux parcs naturels régionaux, le premier aéroport d'Europe continentale (Paris Charles-de-Gaulle), des pôles d'activité économique dynamiques au rayonnement national et international (dont neuf pôles de compétitivité).

Plusieurs grands projets impactent le territoire, comme la création programmée de lignes ferroviaires par SNCF Réseaux et la SGP dans le cadre du Grand Paris Express. Le département compte aussi des programmes de rénovation urbaine (NPNRU) sur les territoires de Roissy Pays de France et d'Argenteuil. De plus, la réalisation du Canal Seine Nord Europe - dont le Val d'Oise sera la porte d'entrée en Île-de-France notamment avec le port multimodal de Bruyères-sur-Oise - améliorera la communication fluviale entre la France et l'Europe.

## LES CHIFFRES CLÉS 2022 - OBSERVATOIRE RÉGIONAL DES CLAUSES SOCIALES



**91%** des heures s'exécutent sur des marchés de travaux

**11,2%** de femmes (126) qui exécutent 12,8% des heures (57 660)

**33,8%** de publics QPV (89) qui exécutent 36,4% des heures (163 260)

**30,1%** de jeunes de moins de 26 ans (338) qui exécutent 30,8% des heures (139 200)

## LES FACILITATEURS DU TERRITOIRE

La coordination du département du Val d'Oise est portée par la maison de l'Emploi du HUB de la Réussite.

Le territoire compte actuellement 8 facilitateurs portés par 7 structures.

Dans le cadre de l'appel à projet PNAD lancé par la DRIEETS Île-de-France en 2022, 2 nouveaux ETP ont été conventionnés sur le département. Ces postes sont en cours de recrutement et ne sont pas nécessairement comptabilisés dans le décompte départemental et régional.

MISSION SOUTENUE ET FINANCÉE PAR :



Direction régionale interdépartementale  
de l'économie, de l'emploi,  
du travail et des solidarités (DRIEETS)



**CONTACT**

**Louise VIDAL,**  
Cheffe de projet MACS

**01 84 74 13 64**  
[macs@maximilien.fr](mailto:macs@maximilien.fr)

